



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Moonbike Park HVM »
sur la commune de Bessans
(département de Savoie)**

Décision n° 2022-ARA-KKP-3958

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2022-64 du 28 juin 2022 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2022-ARA-KKP-3958, déposée complète par Le Grenier Bessanais le 20 août 2022, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 7 septembre 2022 ;

Vu la contribution du Parc National de la Vanoise en date du 5 septembre 2022 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Savoie le 24 août 2022 et la direction départementale des territoires de Savoie du 7 septembre 2022 ;

Considérant que le projet consiste en la création d'une activité de motoneiges électriques sur la commune de Bessans (73) dans le domaine skiable Espace Haute Maurienne Vanoise et projet prévoit les aménagements suivants :

- l'implantation d'un chalet d'accueil en bois sur roues de 8,72 m² (sans raccordement ni terrassement) durant la saison hivernale (mi-novembre à mi-avril) ;
- la création d'un circuit fermé et l'utilisation d'une piste existante de 800 mètres de long et 6 mètres de large, damée, balisée sur une superficie de 4 800 m² ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 44 a) *Pistes permanentes de courses, d'essais et de loisirs pour véhicules motorisés*, du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet en termes d'enjeux (sensibilité environnementale du site) :

- au sein de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Znieff) de type I Prairies de Bessans ;
- au sein de la Znieff de type II Adrets de la Maurienne ;
- en partie dans le cœur du Parc National de la Vanoise ;

Considérant les conditions de mise en œuvre du projet :

- la réutilisation d'une piste existante (dédiée jusque-là au ski attelé) ;

- l'utilisation de 5 motoneiges en simultanée, électrique, n'induisant pas de nuisance sonore ou pollution notable ;
- l'utilisation de neige naturelle ;
- l'accès piéton au circuit ;
- ne nécessitant aucun terrassement ;
- l'enlèvement du chalet d'accueil en fin de saison ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de Moonbike Park HMV, enregistré sous le n° 2022-ARA-KKP-3958 présenté par Le Grenier Bessanais, concernant la commune de Bessans (73), **n'est pas** soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 16/9/2022

Pour le préfet et par subdélégation,

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Qu'à adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03